14e ANNEE. — N° 11. France : 10 centimes — Exterieur : 15 centimes 11 JUILLET 1908.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . . 6 fr.
Six mois . . . . . 3 »
Trois mois 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal "LA RÉVOLTE"

PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

Avec un Supplément Littéraire

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . . 8 fr.
Six mois . . . . . 4 »
Trois mois . . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

SOMMAIRE

A propos d'une lettre, **M. Corn.**
Crocs et Griffes, **R. de M., S. M. S.**
Le Droit d'être « Femme », **B. Gaymard.**
Questions d'Enseignement.
Correspondance, **L. Renaud.**
Mouvement Social, **Stephen Mac Say, Ch. Desplanques, J. Blanchon, G. Ullio, J.-S. Boudoux, A. Antonietti.**
Mouvement International, **René Froment, Rafael, Emilio Costa, E. C., Antheunis, Jules Fontaine, Pierre Bourey.**
Correspondances et Communications.
Convocations.
Petite Correspondance.

A PROPOS D'UNE LETTRE

Nous recevons d'une prison russe une lettre qu'on nous prie de publier et qui, selon l'intention de son auteur, est destinée à donner aux camarades des autres pays une idée de la psychologie des partis en tant qu'elle se manifeste dans la vie des prisonniers. Mais cette lettre offre surtout un certain intérêt à un autre point de vue : elle concerne des questions de tactique et qu'il faut savoir résoudre, en prison aussi bien qu'en liberté.

Nous ne la donnons pas en entier, car elle renferme trop de détails. Mais comme les camarades qui l'ont écrite y ont mis toute la force de leur indignation et ont compté sur nous pour en faire part au public anarchiste, en voici quelques extraits caractéristiques :

Lettre d'une prisonnière. Moscou, 20 mai (2 juin) 1908.

Je crois devoir faire connaître au public la violence révoltante commise par la majorité des prisonniers politiques de la prison Souchtchevsky sur la minorité. Une réunion générale des prisonniers politiques eut lieu dernièrement pour discuter les moyens à employer pour obtenir qu'on laisse les prisonniers accomplir leur promenade quotidienne au jardin de la prison et non dans la petite courette exposée au soleil et voisine de la pièce où l'on met les morts. La majorité décida de présenter cette réclamation à l'administration et de s'abstenir de sortir des cellules pour la promenade tant que cette autorisation ne sera pas donnée. La minorité (7 personnes) proposa d'aller prendre révolutionnairement possession du jardin dès le lendemain. L'opinion de la majorité ayant prévalu, la minorité, considérant qu'il était impossible (à 7) de s'emparer du jardin et sans d'ailleurs faire la moindre violence à la majorité, déclara à l'assemblée qu'elle ne se soumettrait pas à sa décision. Le président de la réunion proposa alors d'examiner l'attitude à tenir à l'égard des camarades qui, selon lui, en allant contre la decision de la majorité, marchent la main dans la main avec les agents de police au secours de l'administration. La minorité répondit qu'elle ne tient pas compte de la décision et refuse de se solidariser avec la majorité.

La majorité décida alors de boycotter la minorité...

Une fois de retour dans nos cellules, le boycottage a commencé. Je puis décrire ce qui s'est passé dans la section des femmes ; chez les hommes, c'était la même chose, mais en plus grand. D'abord, sans nous prévenir d'un mot ni d'un geste (*on nous boycottait*) on enleva de nos cellules, pendant qu'elles étaient fermées, tous les objets de ménage, y compris des serviettes de toilette, les salières, les cuvettes et surtout les réchauds à alcool ; tout cela a été transporté dans la cellule de la starosta (1). Lorsque nous avons demandé notre part de ces objets nécessaires, on nous répondit qu'ils étaient en partie la propriété de la « communauté », en partie celle de la « starosta », et de son amie à qui ils avaient été laissés par des anciennes prisonnières, et que, puisqu'on nous boycottait et qu'on nous excluait de la « communauté », nous n'avions rien à exiger...

Nous sommes ainsi privés de toute nourriture chaude, car on ne peut nous envoyer aucun réchaud du dehors, et ceux qui existent sont entre les mains de la majorité... Dans la section des hommes on est allé plus loin : on a exclu de la « communauté » un camarade qui, tout en étant d'accord avec la tactique de la majorité dans la lutte, était un adversaire du boycottage. Un ouvrier qui s'était approché de la minorité pour s'expliquer, fut également menacé de l'exclusion... Mais tout ceci n'est qu'un degré inférieur de la bassesse. Avec ce qui suit nous sommes en face de procédés policiers : les membres de la majorité déclarent qu'ils ne veulent pas donner des fourneaux à pétrole aux *anarchistes*... Sans se gêner de la présence des autorités, ils déterminent ainsi le parti auquel appartiennent les prisonniers. C'est ce que j'appelle procédés policiers...

(1) Sorte de délégué (ou déléguée) élu par la « communauté » des prisonniers et les représentant dans les différentes circonstances de la vie de la prison (vis-à-vis de l'Administration surtout).

L'auteur de la lettre termine en faisant appel aux camarades et en les invitant à réfléchir sur l'intolérance de ceux qui créent « une seconde prison en prison » et qui, esclaves de l'étatisme, sont partisans de la devise : ceux qui ne sont pas avec nous, sont contre nous, qu'ils périssent ! »

La lettre, en effet, donne à réfléchir, mais moins peut-être, à cause de l'intolérance dont ont fait preuve nos frères-ennemis, trop contents d'avoir, ne serait-ce qu'en prison — un prétexte pour combattre les anarchistes, que pour quelques autres questions, autrement graves, au point de vue général qu'elle soulève d'abord, celle-ci, la plus importante : Quelle attitude devons-nous avoir, d'une façon générale, en face d'un mouvement de protestation qui, soit par ses revendications trop étroites, soit par ses moyens insuffisamment révolutionnaires, ne nous satisfait pas entièrement ? Nos camarades de Moscou ont pensé qu'il fallait s'abstenir ; mais cette tactique, si elle se généralisait, n'offrirait-elle pas de dangers ? Ne nous entraînerait-elle pas, trop souvent, à rester spectateurs indifférents de la lutte que mènent les autres, et ainsi à retarder, sinon à entraver le mouvement par notre passivité ?

Car, si pour prendre part à une action, nous attendons qu'elle soit absolument conforme à notre idéal, l'occasion ne peut jamais se présenter : nous ne sommes pas le seul Parti agissant, et n'importe quel mouvement ne sera jamais qu'une résultante de leur action commune. Et moins nous nous y mêlerons, moindre sera dans cette résultante la part de notre idée. Ceci, pour toute la tactique en général. Mais il y a, de plus, certaines circonstances particulières où des considérations de solidarité interviennent et où cette solidarité nous oblige à soutenir des protestations que nous croyons mêmes peu importantes ou vouées à un insuccès certain. Dans les grèves, par exemple, faudra-il jouer le rôle de jaunes, parce que les revendications des ouvriers ne sont pas suffisamment vastes ou les moyens employés sont trop modérés ? C'est là un cas qui, certainement, ne se présentera jamais ; mais je prends l'exemple le plus extrême.

D'autres, moins frappants, peuvent se présenter chaque jour. Ainsi, nos camarades de

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

Moscou ont eu tort, me semble-t-il, de ne pas suivre la majorité, car cette majorité *protestait*, de quelque façon que ce soit, mais *elle protestait*, tandis qu'eux, en renonçant à tout mode de protestation, contribuèrent ainsi à en diminuer la portée et firent inconsciemment le jeu des ennemis.

Encore une question irritante : celle de la majorité ! Nous ne reconnaissons pas de droits spéciaux à la majorité, mais nous n'en reconnaissons pas plus à la minorité. Il n'appartient ni à l'une ni à l'autre de se refuser à soutenir les camarades lorsque ceux-ci sont en lutte — qu'ils soient nombreux ou pas. *Tous pour un* — telle était pendant longtemps la règle de conduite dans les prisons russes, qui seule a soutenu les révolutionnaires, même au milieu de l'enfer de Schlusselbourg. De même en liberté : le *nombre* de ceux qui agissent importe peu, c'est leur action qui est tout. Une majorité qui se refuse à soutenir la minorité en lutte est coupable, mais il en est de même de la minorité. Les socialistes parlementaires et étatistes commettent *toujours* et *par principe* la première faute ; prenons garde que nos camarades, se trompant sur le rôle de leur attitude et trop habitués à réagir seuls, n'arrivent à commettre la seconde.

M. Corn.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de s'entendre pour la vente, et de trouver dans leur localité un camarade qui veuille le recevoir pour tous.

Crocs et Griffes

Les Contingences de « l'Humanité ».

*Sous la signature d'André Morizet en première page de l'*Humanité, *27 juin :*

Par 37 voix de majorité, l'ensemble du projet portant rachat de l'Ouest, a été hier adopté par le Sénat. La réforme est donc acquise, car si le texte, légèrement modifié, doit retourner à la Chambre, il y sera sans aucun doute accepté sans difficulté.

C'est un succès pour le ministère. C'est un succès aussi pour la démocratie. Si étonnante que la chose puisse paraître, ils sont tous deux d'accord pour la première fois.

Dès hier, nous manifestions la satisfaction que nous causait le vote du Sénat. Nous déclarions nettement qu'en dépit de leurs sentiments irréconciliablement anticlemencistes, tous les socialistes devaient, à notre avis, se réjouir de la victoire de M. Clemenceau, *puisque la réalisation d'une réforme démocratique était liée à la prolongation de son règne.*

Combien nous avions raison de nous tenir, au-dessus des contingences, dans cette attitude de loyalisme, de fidélité à nous-mêmes et à notre programme, c'est ce que prouvent les incidents qui ont marqué hier le début de la séance du Sénat.

Massacres des grévistes, emprisonnements des travailleurs, procès des journaux révolutionnaires, expulsions des réfugiés russes, etc., etc. Ce sont leurs contingences. Et M. Morizet est au-dessus. » R. de M.

C'était à la Chambre, le 3 juillet. Ces messieurs causaient de la peine de mort, thème un peu rance, mais que les vertus de Soleilland... M. Willm chantait l'abolition au nom du P. S. (S. F. I. O.). A un moment, il trouva que la guillotine tuait des fous, ce qui est exact. Et il donna des exemples : Menesclou, Vacher... Il cita même un autre « fou » qu'avait vu exécuter Clemenceau. « Ce fou, dit-il, était Emile Henry... »

« Emile Henry était un anarchiste. Je vous dis cela parce que ça permet de comprendre son état cérébral. »

Il n'était pas député, comme M. Willm. Il était même un peu le contraire. Tout le monde sait d'ailleurs que c'est la quintessence mentale du pays qui légifère. Or Henry n'était pas « sain d'esprit ». On lui eût fermé la porte du Palais-Bourbon. C'était ce « fou » qui disait aux jurés de la capitale, en parlant de ses pareils : « Ces hommes-là ne siègent pas au Parlement comme Messieurs Guesde et consorts, mais ils marchent à la guillotine. »

Evidemment, les hommes sensés, ça finit mieux... Ça arrive à mentir à quinze mille francs par an...

Mais que vous avez la sagacité canaille, Maître Willm !

* * *

*A propos du même débat, M. Jaurès, de la même raison sociale, se lamente dans l'*Humanité : *« Depuis un an ou deux, les grands journaux à réclame et à images ont si bien exploité quelques crimes sensationnels, ils ont si tristement fait appel à toutes les peurs féroces et à tous les instincts brutaux, que le Parlement se laissait emporter au courant factice et grossier... »*

*Holà, honnête casuiste, est-ce que vous pourriez me dire si l'*Humanité, *« journal à réclame et à images », qui, depuis des mois, a évoqué, chaque fois en plusieurs numéros et colonnes de ses deux premières pages, sous d'attrayantes manchettes, avec des portraits quelquefois, des reconstitutions çà et là : « le crime de Soleilland, les crimes de Jeanne Veber, le drame de l'Auberge Rouge, le crime du boulevard Voltaire, le triple assassinat de Vaugirard, le crime de la rue de Bondy, etc. », est bien la même* Humanité, *« seul journal du prolétariat », dont vous êtes le directeur politique ?*

Je sais bien qu'on ne peut pas — l'espace d'un Matin *— exploiter en grand les crimes sensationnels quand on manque de reporters et qu'on n'a pas beaucoup de clichés...*

Mais va, tu auras un jour cette morale *puissance, prolétaire Jaurès !...*

S. M. S.

Le droit d'être " femme "

« Vous devez être institutrice et non pas femme ! » disait sévèrement un inspecteur primaire à une de mes collègues qui avait osé aimer sans le consentement du maire et du prêtre. Elle aurait pu lui répondre : « On peut être institutrice et femme aussi ! D'ailleurs, vous vous permettez bien, vous, d'être « homme » et cependant vous êtes fonctionnaire comme moi ! » Mais trop lâche, elle ne répondit rien.

Qu'une ouvrière, pensant avec raison que rien n'est aussi instable, aussi indépendant de la volonté que l'amour, préfère l'union libre au mariage, qu'elle ait des enfants « naturels », son patron ne la punit pas pour cela, il ne la chasse pas non plus. Mais ce qui est permis à une ouvrière, à n'importe quelle femme, ne saurait être permis à une fonctionnaire. C'est que l'Etat-patron est fort soucieux de la moralité de ses esclaves, de ses esclaves femelles surtout, et n'admet pas qu'ils fassent fi des préjugés !

N'exagérons pas pourtant ; l'Administration est parfois bonne fille. Ainsi elle admettra fort bien qu'une institutrice soit la maîtresse de l'inspecteur ou du député ou même d'un bourgeois quelconque, mais elle criera à l'immoralité, elle nous blâmera et souvent nous obligera à changer de poste si quelque lettre anonyme lui a appris que vous aimez d'un amour désintéressé un prolétaire comme vous. Elle vous révoquera prestement si vous êtes devenue mère sans l'autorisation des représentants de l'Etat.

Eh bien ! n'est-ce pas révoltant ? Dites-moi, camarades institutrices, au lieu de perdre notre temps à réclamer un bulletin de vote qui nous permettra d'être exploitées par des femmes et non pas uniquement par des hommes, ne ferions-nous pas mieux d'exiger de notre patron l'Etat, qu'il s'occupe de notre travail professionnel et non pas de notre vie privée qui ne le regarde nullement ? Les chefs ne font que ce que leur subordonnés leur permettent de faire. C'est notre lâcheté, notre égoïsme mesquin, notre manque de solidarité qui font leur force. Nos chefs ne s'occuperont plus de notre vie privée quand nous ne le permettrons plus.

B. Gaymard.

Questions d'Enseignement

L'Art à l'école (1). — Le Congrès de l'art à l'école tenu au début de juin permet d'imprimer de nombreuses réflexions. C'est une tentative nouvelle pour placer les enfants dans un milieu charmant. Le premier essai qui date des débuts de l'organisation de l'école actuelle échoua lamentablement. L'heure était aux bataillons scolaires. La tentative nouvelle a peu de chances pécuniaires d'aboutir, puisque le budget offre généreusement 3,000 francs pour orner 80,000 écoles environ.

En pareille matière, quelle est l'utilité de subtiles discussions sur l'art ? S'il faut s'entendre là-dessus avant de décorer les écoles on n'est pas près d'aboutir. Parmi les articles cités, deux s'inspirent des réflexions de G. Sorel, « l'art doit être dominé par le souci de la production (2) » « il sera l'illustration du travail, la révélation anticipée de sa grandeur et de sa beauté » et A. Thierry reproduit la fin d'une conférence de Sorel (3) qui dit la même chose. Ce sont là pour l'art des caractères désirables, mais qu'il ne possède pas. Le travail capitaliste n'a guère produit que de laides choses : voyez les viaducs du métro aérien à Paris, nos ponts, nos gares, la majeure partie des objets d'utilité courante, dont la laide forme revêt la mauvaise qualité.

Et quand l'art deviendrait « la base de la production ». Qu'importerait à l'école ? Elle n'a aucune relation avec le travail manuel, sinon de créer pour lui un certain dédain ; elle ignore les métiers, trop occupée aux problèmes d'orthographe et aux certificats d'études.

Ils sont bien laids, ces palais scolaires de la troisième République. Ils étendent le long de nos murs massifs et noirs, emblavés d'affiches officielles, troués de monotones fenêtres closes d'épaisses grilles de fer qui sont tout un symbole. A l'intérieur, des salles qu'on s'efforça de rendre incommodes, se pressent insuffisantes, pour les enfants qu'on y entasse. Leurs cloisons, jusqu'à mi-hauteur d'un marron taché par les trous blancs du plâtre tombé, sont au-

(1) L'art à l'école, Jules Leroux. — L'éducation esthétique en Allemagne et en France, A. Thierry. — *Pages libres*, numéros 387 et 389. — L'art à l'école. D. Vincent. — Ecole nouvelle, 6 juin 1908.

(2) D. Vincent.

(3) La valeur social de l'art, G. Sorel.

dessus vert-pâle ou blanc, teintes uniformisées par la couche de poussière qui fait ressortir les places rectangulaires où se tenaient des images maintenant ailleurs, et qui ne partira qu'aux vacances, si le budget municipal y consent. Pour décoration, un buste de la République, dont la poussière — toujours — accuse les traits épais, poudre la chevelure, cerne les yeux qui regardent vaguement quelque part des hauteurs du plafond. La déclaration des droits du bourgeois, s'installe en bonne place, rehaussée quelquefois d'atroces couleurs, et, pour compléter, deux ou trois cartes murales, quelques images d'histoire naturelle, squelettes ou mollusques, enfin un tableau qui étale glorieusement, au-dessous de la face convulsée d'un alcoolique, ses tripes en décomposition; quand toute une série de chromos n'évoque pas le zinc, la femme rouée de coups, l'homme hagard, dans l'asile d'aliénés. Le matériel ne dépare pas l'ornementation latérale. Des tables, le plus souvent de toutes formes, qui révèlent, avec la fécondité de l'invention mercantile, son plat mauvais goût, s'alignent dans la salle; les accessoires, quand ils existent, sont à l'avenant.

Il y a donc fort à faire. D. Vincent indique à la fin de son article ce qui pourrait être fait et qui apparaîtrait merveilleux. Mais cela ne se fera pas. Il n'y a d'ailleurs pas d'argent.

Puis, il y a l'administration, et que seront les idées des artistes, transmises par les inspecteurs! Formules vides, galimatias pompeux, choses indiscutables, nouvelle marotte (J. Leroux), à laquelle, dociles, les instituteurs se soumettront, comme ils se sont soumis aux autres : anti-alcoolisme, mutualisme, etc. Et puis parlez de beauté à ces malheureux enfants, à qui la vie n'offrit que la misère et la laideur pour partage. Nos auteurs d'ailleurs sont renseignés « on ne pourra songer vraiment à mettre la beauté sous les yeux des enfants que quand on leur aura mis, à tous d'abord, des souliers aux pieds, et du pain dans l'estomac » (D. Vincent). Que l'on veuille des écoles belles, ouvertes selon William Morris, sur un jardin de fleurs et de lumière « excellents conseils dit A. Thierry difficiles seulement à suivre à Charonne ou à Montmartre. »

Ne nous trompons pas non plus à cette tentative. Des écoles bâties au début de la République, n'ont pas encore été retouchées depuis: le régime durera-t-il autant qu'elles? Les écoles que bâtiront à leur usage ceux qui veulent s'émanciper pourront se placer dans un cadre agréable, se faire belles et accueillantes, laissant succomber sous le temps, ces actuelles « geoles de jeunesse captive. »

Correspondance [1]

Camarade Grave,

Je lis dans le numéro du 27 juin un entrefilet me concernant, d'après Boudoux, je ne suis plus un braillard, je suis devenu un assagi.

Je vous avoue qu'en lisant les réflexions du secrétaire fédéral à mon égard je n'en ai pas été surpris du tout, connaissant parfaitement les idées tout à fait contradictoires qui emplissent le cerveau de ce camarade ; je n'en donne qu'une preuve.

Lorsque l'Union fut expulsée des locaux municipaux, les camarades décidèrent la fondation d'une coopérative qui devait fournir à l'Union des salles de réunion. Après des difficultés l'on parvint à louer les locaux nécessaires pour le fonctionnement de la coopérative et de l'Union des syndicats et grâce à la propagande que firent les militants, la vente faite à la coopérative avait pris une marche normale lorsque Boudoux sortit de prison.

Celui-ci au lieu de coordonner ses efforts à ceux des coopérateurs manifesta immédiatement son hostilité à l'égard de cette institution, ce qui provoqua la démission du gérant et amena une réunion générale des actionnaires, réunion à laquelle Boudoux affirma bien haut qu'il n'était pas coopérateur, il n'en fallut pas plus pour faire baisser immédiatement la vente et par ce fait mettre la coopérative et l'Union dans une situation sinon désespérée, du moins précaire.

Depuis Boudoux a changé d'avis, il se livre à la propagande pour la coopérative il est donc devenu coopérateur. A quoi attribuer cet heureux et subit changement dans l'attitude du secrétaire fédéral. Mystère. Quand à moi, si j'ai écrit un article dans le Syndicaliste, *ce n'est que pour reprocher à ceux qui s'intitulent braillards de ne pas se fournir à la coopérative et par cela même de compromettre la vitalité de la Bourse du Travail.*

Si c'est à cause de cela que je suis devenu un assagi je n'y comprends plus rien du tout car en reprochant aux copains de ne pas se fournir à la coopérative, j'ai voulu assurer par là la vitalité de l'Union qui est absolument indispensable pour la propagande syndicale.

De plus l'article que j'ai écrit dans le Syndicaliste, *n'a pas eu le don de plaire à Boudoux. Eh bien, que cela plaise ou ne plaise pas, j'affirme ici que lorsque j'aurai quelque chose à dire je continuerai à le dire bien haut, jamais en dessous, car je ne suis pas de ceux qui croient que les unions doivent être faites pour les secrétaires, à mon avis elles sont faites pour les syndiqués.*

L. Renaud.

P. S. — J'attends avec impatience la publication des petites raisons ou petites saloperies que l'on doit publier sur mon dos afin d'avoir le loisir d'y répondre.

(1) Des circonstances, indépendantes de notre volonté, ont été causes de cette ouverture de polémique qui, d'accord avec les intéressés, nous arrêtons là. Nous sommes convaincus que nos amis nancéiens ont mieux à faire, devant l'oligarchie industrielle de l'Est, que de se dire des choses désagréables, pour des motifs de bien peu d'importance. N. D. L. R.

Mouvement social

L'Odyssée d'une Grève calme. — Il s'agit de la grève agraire de Macquigny, près Guise, dans l'Aisne, qui vient de finir tout récemment. Ce mouvement intéressant, si l'on considère la corporation et la région qui le vit naître, l'est aussi par son histoire et son enseignement. Nous allons essayer d'en retracer la genèse...

A Macquigny, circonscription travaillée, hélas inutilement jusqu'ici, par le socialiste Jean Longuet, un élan de « propagande », intensifié par l'approche des élections municipales, mit sur pied, au début de 1908, une section du P. S. (S. F. I. O.). Le secrétaire en fut « le citoyen Auret », ex-gendarme, venu grignoter parmi les paysans de l'endroit sa retraite de défenseur de l'ordre... Comme « on doit mener de pair la lutte économique et la lutte politique », — masque socialiste de la subordination des groupements ouvriers aux menées politiciennes — le prolétariat de Macquigny, que guidaient les lumières d'Auret, fonda le 23 février 1908, un syndicat agricole. Auret ne travaille point la terre — celle des autres, du moins. — Il est rentier, en vertu de ses services passés. Cependant il fut le secrétaire du nouveau syndicat.

Dès la création du syndicat qui, à ses débuts, compta 139 hommes et 35 femmes, la guerre éclata entre exploités et patrons. D'abord sourde et localisée à des renvois d'ouvriers, parce que, syndiqués, elle devait prendre très vite un caractère aigu... La situation de cette catégorie de prolétaires est vraiment misérable. « Un ouvrier en pleine force de l'âge, de 30 à 40 ans, marié et père de 3 ou 4 enfants gagne, en plus de sa nourriture (si toutefois on peut appeler cela de la nourriture), 1 fr. 15 par jour en hiver et 1 fr. 35 en été pour des journées de 12, 14 et 16 heures de travail. Vous avez bien lu : 1 fr. 15 à 1 fr. 35. Sur cette somme la ménagère devra prélever le loyer, le chauffage et les habillements nécessaires à 5 ou 6 personnes et le reste sera pour sa nourriture et celle de ses enfants. Pensez-vous qu'avec un budget semblable la malheureuse puisse faire la part du boulanger?... » Les femmes employées dans les fermes, sont encore plus exploitées. Leur salaire descend jusqu'à 1 franc par jour. Les cultivateurs vont jusqu'à employer comme berger ou à des travaux de culture des enfants de moins de 13 ans, appelés ainsi à demeurer des illettrés malléables à merci... Aussi le syndicat s'accupa-t-il aussitôt d'élaborer un contrat de travail. Le 22 mars, le texte en fut adopté et le lendemain les modestes conditions ouvrières furent présentées au syndicat des cultivateurs en une missive alambiquée où il était question d'un délai de réponse de 48 heures et de « resserrer les liens qui doivent unir patrons et ouvriers » et aussi de « travail consciencieux ». — Je te crois, le salaire vaut bien ça! — de « reconnaissance » et de « devouement »...

Voici le taux minimum sur lequel le Syndicat réclamait l'établissement de nouveaux salaires « Domestiques nourris, au-dessous de vingt ans : 450 francs ; domestiques non nourris : 1.200 francs. Domestiques au-dessus de vingt ans : de 900 à 1.000 francs.; nourriture saine et variée. Boisson pour les non nourris (pour la récolte) : 200 litres. — Domestiques à la moissonneuse (l'hectare) : 0 fr. 50 ; domestiques pour le charroi des betteraves (la journée) : 1 fr. 50 ; domestiques (heures supplémentaires) : 0 fr. 30. — Les domestiques et gens de la ferme au mois, employés par exception à la betterave, recevront un supplément de 1 franc par jour. — Domestiques pour une demi-journée le dimanche (travail urgent) : 2 francs. — Repos hebdomadaire. — Heures de travail : hiver, de 6 heures à 6 heures ; été, de 5 heures à 7 heures. — Les domestiques auront droit à 2 litres de boisson dans les champs; pendant le mois de juillet et août : 4 litres. — Les palcours, nourris et et non nourris, recevront le même prix que les domestiques. Il leur sera alloué à chacun 10 verges de terrain. — Les domestiques ne seront pas responsables des accidents survenus à leur attelage pendant le travail, ni des détériorations involontaires aux outils qui leur sont confiés. — Au cas de renvoi motivé, le patron devra payer le mois échu, plus 1 fr. 50 par jour pour la nourriture. — Betteraves (prix de l'hectare) : Sucrières, binage (3 façons) : 55 francs; arrachage : 60 francs. Fourragères, binage (3 façons) : 55 francs ; arrachage : 50 francs. — Journaliers, non nourris : novembre, décembre, janvier et février : 3 francs ; mars, avril, mai, juin : 3 fr. 50 ; juillet, août, septembre, octobre : 4 francs. — Ouvriers à la betterave (l'heure), hommes : 0 fr. 40; femmes : 0 fr. 25. — Boisson et café le matin. — Les femmes qui feront l'ouvrage des hommes seront payés comme eux. — Chargeurs nourris : 65 francs ; chargeurs non nourris : 130 francs. — Epandage du fumier (le jalon) : 1 fr. 50 ; défécation : 2 francs. — Semage d'engrais à la main, la journée (avec boisson) : 4 francs. — Echardonneuses (la journée) : 1 fr. 75 ; et, de 8 heures du matin jusqu'au soir : 1 fr. 50. — Femmes, pour le fanage (la journée) : 2 fr. 25 ; et, de 8 heures au soir : 2 francs. — Relevage des gerbes (l'hectare) : 3 fr. 50. — Femmes de journées, nourries : 1 fr. 50; non nourries : 2 fr. 50. — Femmes de journées, à l'heure : 0 fr. 30. — Bonnes de ferme : à partir de 17 ans, de 30 à 40 francs ; jusqu'à 17 ans, de 20 à 30 francs. — Les prix de moisson resteront à débattre entre l'employeur et l'employé... »

Ainsi qu'on s'y attendait, ces messieurs refusèrent même de discuter les revendications ouvrières. Et le mercredi matin, 25 mars, les ouvriers ne se rendirent pas à leur travail. C'était la grève, issue prévue aux pourparlers engagés. Les non-syndiqués, par crainte de représailles, se joignirent au mouvement qui chiffra bientôt 200 participants, hommes et femmes... Le caractère ultra-pacifique s'en révéla dès les premières phases. « Nous la soutiendrons avec calme », disait l'appel du Syn

dicat... Le 25 mars même, le gérant du journal *le Peuple* — organe de l'électorat socialiste dans la région de Vervins, auquel j'emprunte une partie de ma documentation — exhortait les grévistes « à ne pas faire la joie de leurs adversaires en se livrant à des voies de fait envers leurs patrons ». Pas d'action directe, camarades... Dès les bruits de grève, les gendarmes, sur la demande des patrons, s'étaient installés ä Macquigny : « Ne leur donnez pas, disait Petit, l'occasion ou le motif d'avoir à intervenir... » Déjà, le 29 février, les socialistes syndiqués, sous la frénésie de l'éloquence des citoyens Poisson et Longuet — qu'avait appelés la section (viâ Auret) — s'engageaient à « dresser en face du capitalisme une classe ouvrière puissamment organisée qui assurera la victoire du Parti aux élections municipales ». Le lendemain, 1er mars. Bruneteaux, de Soissons — que les syndiqués socialistes avaient mandé (viâ Auret, encore) — montrait « l'attitude correcte » : « Autant les patrons se montreront arrogants, injurieux ou menaçants, autant les syndiqués doivent rester calmes, dignes, conscients de leur force... »

Des appels à la solidarité furent lancés ausitôt, qui produisirent quelques fonds... Aussitôt aussi, « le citoyen Ringuier, conseiller général et conseiller municipal de Saint-Quentin », directeur de la feuille socialiste *le Combat* — appelé auparavant (viâ Auret, toujours), pour aider « à grouper sous les plis du drapeau syndical et socialiste » — revînt apporter aux prêcheurs de calme de la place, le concours de cette « voix autorisée » qu'il devait leur prêter pendant toute la durée du conflit...

Le 26 mars, une première tentative de rencontre entre les délégués des parties eut lieu sous les auspices du sous-préfet. Elle n'aboutit point. Le 31 mars, le juge de paix convoqua à son tour les délégués. On discuta. D'abord, les patrons ne consentirent que des augmentations insignifiantes. Ils proposèrent, adroitement, sur la question des betteraves, ce relèvement conditionnel : « Quand nous les vendrons 23 franc la tonne, nous vous donnerons 1 franc de plus à l'hectare; à 24 francs, 2 francs de plus; à 25 francs, 3 francs de plus, et ainsi de suite. » En mettant à 30 tonnes la production moyenne à l'hectare, s'ils vendent 23 francs au lieu de 22, bénéfice supplémentaire de 30 francs. Sur cette somme, l'ouvrier touchera 1 franc et le patron 29. En vendant 24 francs la tonne, soit supplément de 60 francs, le travail aura 2 francs et le capital 58 francs. A 25 francs, pour 3 francs accordés au travailleur, l'employeur en gardera 87, etc., etc. On voit combien cette concession etait à la fois habile et ridicule... Avant la fin de l'entrevue, les patrons revinrent d'ailleurs sur leur parole et, malgré « les efforts du sympathique juge de paix » les ouvriers furent seuls à accepter son arbitrage. Le 1er avril, la continuation de la grève fut votée, et l'on décida d'organiser des soupes populaires...

Pendant ce temps, le citoyen Ringuier, devenu, dit *le Peuple*, « le héros de la grève », se prodiguait. Tous les jours, il prenait le train pour Macquigny. On avait rarement vu pareil dévouement à la classe ouvrière. Et Macquigny n'est même pas dans sa circonscription. C'est à côté, il est vrai, et les beaux gestes se savent toujours. Et ça fait d'autant mieux que ça parait plus désintéressé. D'ailleurs, mettons qu'il est sincère. Ça n'empêche pas son rôle néfaste... « Vive Ringuier » criait *le Peuple*... Dès les premiers jours de la grève, les patrons avaient essayé de faire croire qu'ils viendraient eux-mêmes à bout des travaux en cours. Mais ce bluff ne dura pas. Et le racolage des « jaunes » s'essaya. Des cultivateurs des environs — de Lesquielles notamment — amenèrent quelques hommes que, chaque jour, les gendarmes accompagnaient jusqu'aux fermes. Une fois trois de ces malheureux, à leur arrivée à la gare, furent contraints par les grévistes — qui faisaient bonne garde — à reprendre le train. Un cultivateur, nommé Gros, qui précédemment avait tenté de prendre le commandement des gendarmes, criant : « gendarmes, révolution, révolvers, en avant ! » poussa alors son cheval sur la foule. Un gréviste prend la bride et le cavalier fait volte-face. Il revient en voiture et renouvelle son manège. De nouveau les grévistes l'arrêtent. Ils vont donner à cet insolent monsieur une petite correction bien méritée. Mais le citoyen Ringuier veille au calme et protège les personnes. Après quelques gouttes d'eau bénite et une exhortation sacramentelle, il prend solonellement le cheval par la bride et le conduit au large...

Les jours passèrent, toujours plus paisibles. Tant bien que mal, les machines furent mises en œuvre. Les patrons avec quelques renégats, retournèrent et ensemencèrent leurs terres sous l'œil des ouvriers qui, placidement les regardaient. Pas un geste ne fut osé pour les en empêcher. Le mot d'ordre était pas de violence contre les hommes et les propriétés... » Le conflit s'allongeait. Et les ventres se serraient. Les secours suffisaient à peine... Mais les gros sous péniblement ramassés, continuaient à lutter contre les coffre-forts. Et les travailleurs avaient pour eux l'opinion publique. Ils allaient lasser le patronat. Et ce serait une victoire haute et pacifique... Pour la troisième fois, les agriculteurs refusèrent l'arbitrage. L'expectative continua... et la gêne...

Puis, un certain nombre de grévistes s'embauchèrent aux travaux de construction de la voie ferrée de Guise à Hirson. A part cela les ouvriers ne faiblissaient pas » et les patrons pouvaient avoir « l'air fier parce qu'ils avaient presque fini labours et semis... » On allait les voir ratisser les betteraves tout à l'heure avec le fouet et le cordeau. Il faudrait bien des bras cette fois et alors... Les jours s'ajoutaient aux jours, en attendant la levée des betteraves... Mais entre temps, on préparait les élections. On se vengerait à la mairie, en balayant à coups de bulletins les cultivateurs : « Citoyens, songez que vous avez créé dans la région ce beau mouvement, précurseur de la grande émancipation ouvrière. Soyez-en fiers et montrez-vous en dignes. Aux urnes et pas d'abstentions. Vive la République socialiste ! »

Au 3 mai, au 10 mai « les salariés montrèrent leur énergie » et l'ancien Conseil fut vaincu... Ces mêmes ouvriers demanderont une fois encore aux patrons de transiger. Et (ici je cite *le Peuple*, qui est délicieux) : « leur refus démontrera à nouveau leur intransigeance et nous les rendrons responsables de la chute du commerce local *(sic)*. La nouvelle municipalité saura alléger, dans la mesure du possible, le sort des malheureux que le chômage atteindra... Les ouvriers agricoles des communes voisines vont se grouper avec ceux de Macquigny, pour former devant le patronat un Syndicat régional. Les cultivateurs s'habitueront peu à peu à cette nouvelle forme de groupement et, sans faire grève, on s'entendra facilement » — à la bonne heure ! — « Le Syndicat, en effet, n'est pas synonyme de grève, mais bien de conciliation » — ô douce paix socialiste ! — « La grève des ouvriers de Macquigny a commencé le 25 mars; si les patrons ne veulent pas augmenter les salaires, elle durera encore longtemps. A la fin de l'année, messieurs les cultivateurs s'apercevront de la diminution des bénéfices et du mauvais état de leurs terres, mal cultivées par de mauvais ouvriers, embauchés pour la circonstance. Ces derniers ne pourront s'acclimater quand ils connaîtront le rôle qu'on leur fait jouer. « C'est, en un mot, la révolution que les patrons entretiendront » — bah ! — L'ouvrier de Macquigny travaillera sur les chantiers du chemin de fer et du canal, et, au lieu de souffrir, fera des économies pour l'hiver, en attendant que le temps, qui est un grand maître » — bigre, de la littérature ! — « amène un changement dans sa situation. »

Voilà qui s'appelle entortiller la retraite. La grève continuait, tout en finissant. Les grévistes luttaient, tout en s'en allant. Le temps, ce grand maître, ferait bien des choses... Les ouvriers sollicitèrent « une quatrième tentative de conciliation, par l'intermédiaire de « M. le juge de paix » : 11 patrons ne répondirent pas, 5 dirent non, et 3 seulement consentirent à traiter avec leurs ouvriers. Ces derniers s'attendaient à ce refus « toujours de la dernière inconvenance vis-à-vis de l'autorité en cause » — pauvre autorité ! — Mais « la liberté syndicale est méconnue » — que les ouvriers ne la prenaient-ils ? — Et l'exode des travailleurs a commencé...

Peu à peu, la grève a cessé, faute de grévistes... Les travailleurs « occasionnels » de la voie ne rentreront plus, sinon tête basse, comme ceux qui restaient et que la faim ramena dans les fermes. Les vaincus se disperseront ou se plieront. Et d'autres exploités complèteront les cadres. Le Syndicat, s'il n'est pas brisé — ce qui est probable — sera longtemps sans vigueur et sans influence. On se méfiera longtemps avant d'oser reprendre la lutte. Les conditions seront misérables comme avant, et l'arrogance des vainqueurs fouaillera les échines davantage.

Mais il y a à Macquigny un conseil municipal socialiste dont Auret est le premier adjoint. Mais la municipalité a voté — ô socialisme ! — 150 francs au lieu de 75 francs pour la fête nationale », « 500 fr. seront employés à faire travailler les chômeurs cet hiver... » Mais on disposera de « 150 francs aulieu de 60 francs pour la distribution des prix » et « les enfants des écoles auront cette année des prix de morale républicaine dont le choix devra être approuvé par M. l'inspecteur d'Académie. » Mais « le Conseil a décidé d'orner la salle de la mairie du buste de la République et d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen », mesures on ne peut plus révolutionnaires... Il est vrai que le Conseil ouvrier aura aussi — douce ironie — à payer les frais que la présence des quatre gendarmes, importés par le patronat, occasionne à la commune, soit 40 francs par jour depuis deux mois. Il est vrai qu'il faudra recourir aux centimes additionnels et surcharger l'an prochain les feuilles de contribution. Et que les électeurs, sur qui retombent en fin de compte les dépenses, reprendront dans quatre ans l'ancien Conseil, selon les principes de la bascule politique...

A part cela, « le socialisme » et « la classe ouvrière » furent victorieux à Macquigny. Et ce mouvement qui, bien orienté, alertement mené, eut pu être décisif, ira grossir le nombre des échecs que les travailleurs doivent à la politique, aux conseils des endormeurs et à leur manque d'initiative audacieuse... Les uns attribuent l'insuccès au « manque d'éducation » et aussi « à la déclaration de grève » alors que le syndicat à peine fondé, n'avait aucun argent en caisse. Il fallait donc laisser, sans protestation, congédier les syndiqués ? — D'autres y ajoutent l'insuffisante solidarité des travailleurs environnants. Ils disent aussi que le repos forcé, pour ces gens qui sont des forcenés au travail, pesait plus qu'une période de surmenage... Et que lassitude de part et d'autre, ignorance et pénurie de fonds sont les causes de cette défaite...

Je me contenterai de rappeler que, en effet, si les travailleurs étaient moins ignorants, les paroles enveloppantes des pontifes exerceraient sur eux moins de séduction ; que, plus instruits, ils seraient plus aptes à se diriger eux-mêmes et que, moins disposés à écouter les conseilleurs, ils seraient moins souvent les payeurs et pourraient davantage servir leurs intérets et non ceux des tribuns qui, dans leurs luttes, se taillent à leurs dépens une popularité... Je remarquerai que, en vérité les travailleurs sont loin encore d'avoir suffisamment compris à qnel point leurs causes sont connexes et combien les chûtes ou les triomphes d'une corporation quelconque ont de répercussion sur le sort général. Et j'admettrai que, dans plus d'un cas, ils eussent pu apporter à leurs frères un soutien pécuniaire plus sérieux. Mais j'observerai que leur propre condition n'est pas telle qu'ils puissent, même le voulant, donner en ce sens tout l'appui désirable et que, les sachant eux-mêmes, souvent aux prises avec la misère, les ouvriers en grève doivent s'adresser le moins possible aux bourses solidaires. Si la solidarité se fortifie par l'exercice, elle peut aussi s'en épuiser, surtout quand les impossibilités matérielles la limitent. L'entr'aide a d'ailleurs d'autres formes de manifestation....

Je noterai ensuite que les longues grèves presqu-

toujours aboutissent aux rentrées humiliées et que, dans un milieu social où les adversaires ont des milliers ou des millions de francs à leur disposition, ce n'est pas à coups de petite monnaie qu'on s'impose ; et que, si, avec les 2,000 francs qu'ont produits les collectes et souscriptions, il s'en fut trouvé plusieurs autres milliers, cela n'aurait pas sensiblement diminué une disproportion formidable ni accru les chances de victoire des ouvriers de Macquigny. — Si les tactiques ne s'étaient pas modifiées, ils auraient bien pu prolonger le « repos forcé », mais ils n'auraient pas empêché les cultivateurs de façonner tant bien que mal, leurs betteraves. L'exemple est là de grèves qui se sont prolongées à la faveur de centaines de mille francs et sont mortes sans résultats. Ce ne sont pas les caisses de résistance qui font mettre les pouces aux patrons. L'adage « l'argent est le nerf de la guerre » n'a pas sa place ici pour la raison très simple qu'il est en la société présente pratiquement impossible aux exploités de réunir assez de fonds pour lutter à coups de capitaux contre le capitalisme. Sinon, ils cesseraient d'être des prolétaires. Le pourraient-ils d'ailleurs, que je douterais de la qualité d'une telle arme pour une telle cause...

Il est aux mains ouvrières d'autres moyens de lutte. Ce qu'il faut, dans les conflits d'aujourd'hui, c'est avant tout de l'à-propos, de la promptitude, de la coordination, de l'audace.. Le reste n'est qu'accessoire. Il faut saisir le moment opportun et, minorité intelligente ou masse décidée, mais combattive, agir vite et frapper fort. Ce sont les premiers chocs qui décident de la rencontre. C'est l'offensive hardie qui donne la victoire aux troupes inférieures en ressources ou en nombre. Le blocus les décime et les abat. Il faut — directement, individus et collectivités — tomber de tous les côtés à la fois sur l'ennemi étourdi. Il faut savoir le dérouter, tromper sa défense et lui arracher le succès. Sinon, il vous lassera par la résistance, et vous amènera par le ventre, par la force, à la soumission... Mais, pour mener de telles batailles, il ne faut pas se croiser les bras et regarder faire les exploiteurs et les jaunes. Il ne faut pas se consumer dans l'inactivité, en écoutant le jasement berceur des politiciens. — Les événements, je crois, vous l'ont appris, camarades de Macquigny...

STEPHEN MAC SAY.

Comme Clemenceau. — La disparition des gouvernements bourgeois, par la méthode socialo-électorale, n'amènerait pas, tant sans faut, l'abandon de gouverner à la manière forte. Déjà Jules Guesde n'a pas caché que son premier acte, si ses disciples et lui devenaient les maîtres, seraient de fusiller les anarchistes. D'autres socialistes sont plus pressés. Ils ne peuvent attendre pour montrer qu'aussi bien que Clemenceau, ils ont de la poigne et qu'ils possèdent toutes les qualités requises pour être de parfaits gouvernants.

La Bourse du Travail de Calais vient d'être fermée par arrêté municipal.

L'arrêté pris par Salembier, maire socialiste d'une municipalité socialiste, a été exécuté par le commissaire central de Calais.

Déjà le 26 juin, Salembier avait fait supprimer la subvention allouée à la Bourse.

La suppression des subventions, même la fermeture des Bourses municipales, n'est pas pour nous déplaire, car ces mesures, si momentanément elles gênent l'action syndicale dans une localité, ont un résultat excellent en ce sens qu'elles contraignent les travailleurs à faire exister leurs organisations par leurs propres moyens.

Mais ce qu'il convient de voir, c'est l'intention de ces socialistes à l'eau de rose, lorsqu'ils prennent ces mesures.

Salembier a déclaré avoir pris son arrêté parce que la Bourse *était devenue* **presque** *un foyer d'anarchie.*

Dans cette déclaration imbécile et niaise éclate les sentiments réactionnaires du maire de Calais. Après avoir reçu, avec force courbettes, le seigneur Viviani, ce socialiste de gouvernement ne pouvait mieux continuer à faire sa cour au clemencisme qu'en s'attaquant aux quelques éléments révolutionnaires que contient la ville où il règne.

Logique réformiste. — Les sympathies des maîtres du pouvoir pour les réformistes ne sont un mystère pour personne. Souventes fois les gouvernants ont offert en exemple la sagesse, le calme des syndicalistes modérés qui pourraient devenir en France ce que deviennent, selon le correspondant du *Temps*, les syndicalistes allemands : « de parfaits instruments de gouvernement ».

Nos réformistes parfois gênés des compliments gouvernementaux, essaient quand ils le peuvent, de donner le change, sans crainte de donner à la logique des crocs-en-jambes.

Ainsi dans sa séance du 31 mai, le Comité central de la Fédération du Livre votait un secours de 20 francs aux grévistes de Draveil-Vigneux « avec l'expression de la sympathie du Comité central pour les malheureuses victimes de la fusillade des gendarmes ».

Un mois après, le 5 juillet, le colonel Keufer banquetait avec Viviani à Nantes et applaudissait au langage de ce ministre fusilleur d'ouvriers.

« Que de fois, disait M. Viviani, avons-nous entendu des plaintes du patronat contre *certains syndicats violents* qui, ayant recours aux déclamations, aux grandes phrases, et aux métaphores, condamment tous les soirs à mort la société présente, qui continue à se bien porter. Ces syndicats froissent tous les intérêts, et discréditent la cause qu'ils doivent servir. »

Les « plaintes du patronat » sont douloureuses au cœur du camarade Keufer, et, avec le ministre, ils s'élevaient contre ces syndicats violents comme celui des terrassiers de Draveil-Vigneux.

Le dirigeant de la typographie, a un mois d'intervalle, dispense sa sympathie aux fusillés et aux fusilleurs.

Fallières a la venette. — Une sérieuse enquête est en ce moment ouverté par suite de la découverte sur le cuirassé « Vérité » devant emmener notre pachiderme national chez le grand assassin russe, d'un matelot antimilitariste.

Quelle terreur à l'Elysée en songeant que sur ce navire français le tsar rouge n'aurait pas été en sûreté.

Le matelot arrêté paiera cher la découverte dans son havre-sac de brochures sociales, et depuis ce fait les antécédents de chacun des matelots sont sérieusement approfondis.

J'ai idée pourtant que les Russes massacrés, emprisonnés, déportés par milliers pardonneraient aux Français d'avoir favorisé la réaction tsariste par leurs capitaux si un accident survenait à leur bourreau au cours de cette entrevue.

Au Métropolitain. — Le syndicat rouge des ouvriers et employés du Métropolitain de Paris a été brisé par la Compagnie par les renvois continus de tous ceux qui en faisaient partie ou qui manifestaient quelque velléité d'indépendance.

Un vaste système de mouchardage sévit parmi ces travailleurs, la plupart embrigadés dans un syndicat jaune à la dévotion de la Compagnie.

Pourtant que de raisons auraient les employés du Métropolitain pour revendiquer et quelle puissance aurait, l'intention seule manifestée par eux, d'appliquer à une telle exploitation quelques procédés d'action directe.

La Compagnie fait grand étalage de ses retraites ouvrières et le nombre des naïfs qui croient que c'est arrivé est immense, puisque des milliers de demandes d'admissions sont en instance.

Pour éviter à la Compagnie d'avoir à servir des retraites, la tuberculose fauche à grands coups parmi le personnel.

Chaque mois la Commission d'hygiène du Métro réforme une dizaine d'employés.

Pour un salaire de 5 francs par jour, des hommes consentent à travailler dans des conditions d'insalubrité telles qu'au bout d'une année leur santé est irrémédiablement perdue.

Il est en effet prouvé que les employés faisant le service des wagons pendant un an sont dans les proportions de 99 0/0 tuberculeux.

Aussi la Compagnie est tranquille, elle peut élever le taux des retraites elle n'en paiera jamais. Les travailleurs du Métropolitain ont le bon esprit de crever bien avant d'y avoir droit.

Les Socialistes italiens et le tsar. — Les ouvriers n'entendront jamais rien à la diplomatie.

Parlez-nous des socialistes de gouvernement pour savoir comprendre les nécessités de la politique extérieure.

La nouvelle d'une seconde tentative d'un voyage du tsar en Italie a de nouveau soulevé toute la partie conciente de la population, et des préparatifs sont en train, afin qu'une fois encore le gouvernement italien et le bourreau russe aient peur, et que ce voyage ne s'accomplisse pas.

Les plus réformistes des socialistes ne peuvent rien contre ce sentiment populaire. Le peuple italien ne veut pas que le tsar débarque sur son sol. Et pourtant, dit M. Bissolati, député socialiste :

« *La politique étrangère de l'Italie* doit à cause de l'attitude de l'Autriche dans les Balkans, s'appuyer sur la Russie.

« *Ce devrait donc déterminer les partis avancés à renoncer à des manifestations hostiles contre le tsar à Rome.*

« *Mais certains sentiments*, continue M. Bissolati, *sont contraires aux règles logiques.* »

La logique socialo-réformiste est aussi inaccessible au prolétariat que la diplomatie. Elle est trop spéciale, sa subtilité est telle, quelle permet à Jaurès, banquetant avec ce roi d'Italie, à Brousse, courtisan du roi d'Espagne, de se proclamer les défenseurs de la classe ouvrière, et Bissolati conclut qu'il pourrait très bien baiser la patte sanglante du tsar et ne pas contrevenir aux règles du socialisme scientifique.

L'antimilitarisme international. — Ainsi que bien des faits ont montré combien son excellence Picquart était au courant lorsqu'il affirmait sans rire que l'antimilitarisme s'arrêtait aux portes des casernes, des faits non moins fréquents prouvent que l'antimilitarisme gagne toutes les armées européennes.

Nos patriotes professionnels qui clament que la haine de l'odieux militarisme s'arrête à la frontière et est un « mal » français, feront bien de méditer le fait suivant qui s'est passé en Autriche.

« Au cours des manœuvres du 77e régiment d'infanterie, vendredi dernier, plusieurs cartouches à balle furent tirées sur le colonel Zerboni, commandant le régiment, réputé pour sa sévérité. Le colonel ne fut pas atteint, mais le commandant Madziara qui se trouvait près de lui, fut blessé au bras. »

Cette application pratique du couplet de l'Internationale montre bien que partout la révolte contre l'asservissement militaire s'éveille.

Déclarez la guerre dirigeants de France, d'Allemagne, d'Autriche ou d'ailleurs et comme des capucins de cartes tomberont les auteurs des crimes et les professionnels guerriers. Ainsi sera évité l'entrégorgement des peuples.

CH. DESPLANQUES.

MONTCEAU-LES-MINES

Chez les Mineurs. — Une fois de plus, la Confédération Générale du Travail a refusé d'accepter dans son sein la Fédération Nationale des Mineurs, qui, quoiqu'en disent les manitous du Comité Fédéral de cette dernière (voyez disciples à Basly), ne groupe pas entièrement tous les Syndi-

cats des travailleurs de la mine. En effet, 7 ou 8, et des plus révolutionnaires, restent en dehors ; donc, leur fameuse unité est loin d'être faite.

C'est vrai que la question reviendra sur le tapis, au Congrès de Marseille. Espérons que là encore, les militants confédéraux feront ressortir les motifs de la non acceptation de cette Fédération. Ils feront connaître toutes les calomnies, toutes les saletés qui furent débitées par la plume de Basly et de ses accolytes, contre la Confédération.

Allons, que les mineurs fassent une épuration chez eux, qu'ils balayent cette clique de francs-maçons, de politiciens et de décorés, — nous en avons déjà assez de confédérés actuellement — dont se compose le Comité de leur Fédération, ou alors qu'ils reconstituent l'Union Fédérale qui existait il y a deux ans ; ensuite, ils pourront entrer dans la grande famille confédérale, dont ceux de Montceau n'auraient jamais dû sortir.

⁂

Une Grève. — Les maçons et similaires de la petite ville de Paray-le-Monial (rendez-vous de pèlerinages cléricaux), viennent de se mettre en grève, réclamant *9 sous* de l'heure pour les compagnons et *7 sous* pour les aides. Quelque chose d'excessif, n'est-ce pas ?

Avec un peu d'énergie, ils arriveront à faire capituler leurs exploiteurs.

Ces jours derniers, ayant appris qu'un ouvrier travaillait dans un chantier isolé, quelques grévistes sont allés le secouer un peu rudement, paraît-il, ce qui rendit furieux le renégat, qui courut chercher son fusil ; mais il fut arrêté avant de s'en servir, par des témoins.

C'est la première fois que l'on voit éclater une grève dans ce pays de cléricaux et de francs-maçons. Espérons qu'elle réussira.

J. Blanchon.

NANTES

L'égoïsme patronal. — Dans la boîte où je travaille, il y a un pauvre vieux de 75 ans, brisé par une vie de labeur et de privations ; il n'a plus que la peau sur les os. Samedi le maître le fit appeler et lui dit : « Mon vieux Pierre, vous comprenez, vous n'êtes plus jeune, les temps sont durs, nous avons peine à joindre les deux bouts. Nous ne voudrions pas vous renvoyer, mais vous savez la concurrence est terrible, je suis obligé de vous diminuer. » Cela dit avec des trémolos dans la voix, d'un ton d'hypocrisie placidement combiné. Après quarante-cinq années de travail, *de servitude*, voilà la récompense de son long et pénible labeur et les ouvriers restent indifférents devant pareille injure. Il faut qu'ils soient peu conscients de leur dignité pour tolérer des faits semblables. Le pauvre vieux pleurait, disant : « Je serais bien mieux crevé. » Une société où se passent des choses aussi anormales est bonne à détruire par n'importe quel moyen. »

G. Ullio.

NANCY

A l'occasion du deuxième congrès de l'Union des Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle, Yvetot, secrétaire de la C. G. T. (section des Bourses) est venu faire la veille, le samedi 27 juin, à la Maison du Peuple, une conférence sur le syndicalisme révolutionnaire.

C'est devant une salle comble qu'Yvetôt a développé, durant une heure et demie son sujet. Il fut particulièrement applaudit quand il traita de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme. Ceux qui prétendent que les travailleurs de l'Est pensent à la revanche feraient bien d'être moins prétentieux et de venir quelquefois dans nos meetings... ils désenchanteraient sûrement.

En somme ce fut une excellente soirée pour la propagande révolutionnaire.

⁂

Le congrès de l'Union s'est ouvert le dimanche, à 8 heures du matin, sous la présidence du secrétaire de la C. C. T. Vingt-quatre syndicats étaient représentés.

D'importantes décisions ont été prises, tant pour l'administration de l'Union que pour le bon fonctionnement de l'Essor.

Pour quant à la propagande, elle va être intensifiée à Nancy et dans la région.

La tactique de propagande qui fut aussi discutée, amena des controverses très intéressantes des réformistes et des révolutionnaires.

L'orientation révolutionnaire de l'Union sera continuée, telle a été la décision du congrès.

⁂

Pour clôturer cette bonne journée, le Patronage Syndicaliste interpréta des monologues et chants syndicalistes, naturiens et révolutionnaires. Les assistants ne ménagèrent pas aux enfants des syndiqués les encouragements.

Ensuite le secrétaire de l'Union prit la parole pour faire un exposé des travaux du congrès. Après lui, Yvetot fit une causerie sur l'éducation de l'enfant et de la femme, il ne pouvait être mieux inspiré en choisissant un pareil sujet.

J.-S. Boudoux

SAINT-CLAUDE

Désormais nous aurons à compter avec les flics qui viennent d'être armés d'un revolver ; c'est un de nos conseillers municipaux unifiés qui l'a proposé et fait adopté.

On sait aussi que le groupe socialiste et les syndicats, y compris la Bourse du travail, logent à la même enseigne, « Maison du Peuple », d'un côté le groupe socialiste, de l'autre les syndicats.

C'est en raison de cette cohabitation forcée que des difficultés, à peine aplanies ont longtemps divisé les travailleurs de Troyes.

Espérons que les camarades de St-Claude maintiendront, malgré cette situation, l'autonomie de leurs organisations syndicales.

A. Antonietti.

Mouvement international

ESPAGNE

Terrorisme gouvernemental. — L'affaire Rull — le lanceur de bombes de Barcelone — vient d'aboutir au résultat pour lequel le lieutenant de police Moralès et ses hauts complices l'avaient montée : c'est le dépôt, par le ministre Maura, d'un projet de loi *sur la répression du terrorisme.*

Si ce projet de loi était accepté par les Cortès, l'Espagne reculerait en plein moyen âge, à l'époque des grands inquisiteurs.

La vie de n'importe quelle association ou de n'importe quel journal, déplaisant aux autorités y deviendrait impossible, et le peu de liberté individuelle qui reste dans ce malheureux pays serait complétement annihilé.

Parmi les articles du projet, les articles 5 et 15 sont typiques :

L'article 5 : « *Punit toute menace pouvant causer dommage à un corps constitué, à une classe, à une corporation ou à toute personne la constituant.* »

L'article 15 dit : « En considération de la fréquence ou de l'*imminence* de délits compris dans la présente loi..., pourront être mises en vigueur les dispositions exceptionnelles suivantes :

« 1° Une assemblée composée, dans la respective province, du gouverneur civil, de l'autorité militaire, la plus haute de ladite province, du président du tribunal civil, du procureur du roi et de l'alcade de la capitale, aura faculté de supprimer les périodiques et les centres ouvriers ; de fermer les établissements et lieux de réunions en lesquels se concertent les plans terroristes ou on y fait leur propagande ;

« 2° Fixer la résidence obligatoire dans le royaume, et, en cas de nécessité, en bannir les personnes contre lesquelles, s'il n'y a pas assez de preuves pour les soumettre à l'action des tribuuaux, il existe des soupçons *raisonnables* de participation à la propagande ou aux plans terroristes. »

Ce projet de loi, comme on peut bien le penser, n'a pas eu une bonne presse.

Tous les journaux, sauf quelques feuilles ultra-catholiques, le combattent à outrance.

De plus, il a eu le don — comme chez nous l'*Affaire* — de réconcilier pour un instant toutes les fractions politiques, et l'on voit, dans les meetings qui se donnent, tous les jours, par toute l'Espagne, des orateurs constitutionnels, socialistes, républicains et anarchistes, combattre du haut de la même tribune, Maura et son projet de loi.

Une feuille républicaine propose, si la loi est votée, de faire la grève générale, en la dénaturant, bien entendu.

Elle recommande, aux ouvriers, de se prémunir, chez eux, de dix à douze jours de vivres, et, une fois la grève déclarée, de ne plus mettre les pieds dehors, de crainte des *mausers* de la troupe.

De toutes les déviations qu'on a fait subir à l'idée de grève générale, celle-ci n'en est pas la moins étrange : faire la grève des enfermés !

Seulement, les ouvriers n'ont pas du tout l'air de suivre ces conseils. Ils n'ont pas envie de vouloir rester paisiblement chez eux à attendre que le gouvernement retire sa loi.

Dans tous leurs meetings, dans toutes leurs réunions, ils préconisent la résistance active et non passive.

Et, jusqu'à Pablo-Iglesias qui, si la loi passe, deviendra, a-t-il dit, aux Cortès, révolutionnaire et même terroriste, à la manière russe.

Pourtant, malgré la réprobation presque unanime que rencontre ce projet de loi, le gouvernement l'a fait accepter et voter par le Sénat. Les Cortès le voteront aussi peut être.

Alors, ce sera l'inconnu, et Maura pourrait bien avoir le sort du maître de Franco ? *Quien sabe ?*

En tout cas, la période révolutionnaire sera ouverte, car les ouvriers de toute l'Espagne ne se laisseront pas asservir ainsi, sans résister de toute leur énergie.

René Froment.

CHINE

Les anarchistes chinois viennent de faire paraître sous le titre *Equité*, un journal qui paraîtra trois fois par mois à Tokio.

Le premier numéro porte, en anglais, la déclaration suivante ¿

« Jusqu'ici les révolutionnaires chinois n'ont eu en vue que la révolution politique, le renversement du gouvernement mandchoue. Ils ne connaissaient rien de l'anarchie. Ces temps derniers, on avait bien proposé une sorte de nationalisation de la terre ; mais ce n'était que du socialisme d'Etat.

Quand Mme Ho-Chin (1) publia *Tien-Yee* à Tokio, l'année dernière, l'anarchisme fut pris comme but pour la première fois.

En août, de l'année dernière, Lieu-Sun-Soh et Chang-Chi organisèrent des conférences sur le socialisme. Dès la première conférence, ils déclarèrent qu'ils se ralliaient au communisne anarchiste et que leur tactique révolutionnaire serait le refus de l'impôt, la résistance au service militaire et leurs méthodes de propagande, les conférences, les réunions, livres, journaux, brochures et pamphlets.

Ces déclarations furent vivement applaudies. Des réunions ont été organisées deux fois par mois et réunissent un public nombreux.

Le journal *Equité* sera l'organe du groupe « Chi-Min-Shie ».

L'adresse 21, 6 chome Jidamachi, Kojimachiku, Tokio.

⁂

Les camarades chinois viennent de publier, en chinois, *Entre Paysans*, de Malatesta. C'est une mignonne brochurette destinée à être glissée partout, malgré la guerre que le gouvernement chinois fait à la littérature anarchiste.

⁂

BRÉSIL

Encore une fois on vient d'éprouver le mauvais résultat qu'apporte toujours l'intermédiaire des politiciens ou des petits bourgeois qui se font amis des prolétaires par sentimentalisme ou par dépit, dans les affaires entre patrons et ouvriers. Tout dernièrement la très puissante compagnie américaine Light and Power, qui fait à Rio le service d'éclairage et

(1) Les camarades chinois devraient nous donner quelques renseignements sur les anarchistes dont il est question ici ?

qui veut à tout prix introduire au Brésil le système américain de subordination des autorités, ce qui d'ailleurs ne sera pas très difficile, avait chargé ses ouvriers d'un tiers de leur besogne quotidienne en ne leur payant qu'un neuvième de ce qu'ils gagnent actuellement.

Naturellement la Compagnie ne disait pas quelle allait forcer les ouvriers, c'était, disait-elle, tout à fait facultatif. Mais les ouvriers n'ont pas été dupes de la Compagnie et se sont mis en grève : ils ne voulaient pas de travaux supplémentaires. Songez quelle était leur force. Ils avaient bouché les fours, et il n'y avait à Rio personne pour les déboucher. Le gouvernement a bien essayé de donner aide à la Compagnie en lui cédant ses soldats, mais tout a été inutile : on n'est pas arrivé à produire la moitié du gaz nécessaire.

Cet état de choses ne pouvait pas continuer. La presse, qui défend l'intérêt d'une autre compagnie concurrente à celle du gaz, cria de toutes ses forces. Le Gouvernement fut bien forcé d'exiger une solution de la Compagnie. Mais voilà les intermédiaires qui arrivent et se mettent à défendre les intérêts des ouvriers. La compagnie, qui tout d'abord avait déclaré qu'elle n'accepterait plus les ouvriers grévistes, et qui refusait même d'entrer en accord, reçoit les avocats et se dit disposée à retirer les travaux supplémentaires, à accepter les grévistes, et à étudier la demande qu'ils faisaient en même temps d'une augmentation de salaire. Vous comprenez, n'est-ce pas, *étudier*. Voilà ce qu'ont obtenu les intermédiaires. Ils n'ont pas même su fixer une date. Il y a 50 jours de ça et la Compagnie ne bouge pas. Les ouvriers commencent à désespérer, on parle d'une nouvelle grève, quand on pouvait tout obtenir avec la première. Et voyons si cette leçon ne leur suffira pas...

⁂

La propagande antimilitariste continue son chemin, mais soit dit en passant, très mollement, à vrai pas de tortue. Le règlement pour le tirage au sort est déja publié... On attend les premières violences de la loi pour demander au Tribunal un *habeas-corpus*. Que voulez-vous, il n'y a pas moyen de faire bouger ce peuple. Attendons donc les violences...

RAFAEL.

PORTUGAL

Les camarades qui depuis plus d'un mois, sont dans les griffes de la police de Lisbonne, ne sont plus au secret.

Les questions qui leur sont posées tiennent à l'attentat contre le roi Carlos. La police veut absolument en découvrir des complices, et maintenant qu'elle tient ces camarades, elle ne semble pas disposée à les lâcher.

A la question de la police, s'ils connaissaient Buiça et Costa, ils répondent négativement. Malgré leurs déclarations en ce sens, la police continue à les supposer coupables. Or, il est impossible que la police, n'ait pas pu savoir jusqu'à maintenant, si c'est vrai ou non que les camarades arrêtés connaissaient Buiça et Costa, pour pouvoir être leurs complices. Tous ont une vie sans mystère, exerçant leur métier et fréquentant des endroits bien en vue, comme petits cafés, petites boutiques, où ils causaient le soir. Donc il ne devait pas être très difficile de savoir quels étaient leurs amis. Ou la police est bête au-dessus de tout ce qu'on peut imaginer, ou elle fait la bête dans cette affaire, qui devient trop mystérieuse.

Ce qui est clair, c'est que nos amis, dont la plupart sont maladifs, doivent se trouver dans des conditions bien mauvaises d'esprit et de santé. Ce qui est clair, ce sont les funestes conséquences de la prison pour leurs familles, qui n'ont que le travail des arrêtés pour soutien.

On dit que, malgré le manque de faits pour établir une culpabilité, nos camarades seront propablement soumis à la loi du 13 février ; notre loi scélérate contre les anarchistes, et qui a fait tant de victimes déjà. S'il en est ainsi, nous amis sont perdus, et une infamie de plus aura été accomplie. Il faudra une campagne tenace pour forcer le gouvernement à mettre en liberté nos camarades. Mais, à l'exception d'un journal ou deux, la grande presse de Lisbonne, même la républicaine, ne semble pas s'intéresser pour les victimes. S'il s'agissait de républicains, il y a longtemps que la presse et les orateurs les plus écoutés auraient fait un tapage continuel contre l'arbitraire de l'autorité. Mais il s'agit d'anarchistes et de ceux qui n'entendent pas, de bonne tactique, aider les politiciens démocrates à monter l'escalier qui mène au pouvoir, ce qui rend leur froideur encore plus grande.

ÉMILIO COSTA.

P. S. — Dans l'article de la semaine passée, il y a quelques fautes qui rendent le texte un peu obscur. En parlant des déclarations de notre ex-camarade Rosalina Ferreira, je voulais dire qu'elle ne pouvait que parler de l'attentat contre le roi, en niant l'intervention des anarchistes, mais qu'elle ne disait pas la même chose d'autres agitations de caractère révolutionnaire.

Outre cela, où on lit le mot *conspiration*, on doit lire : *coopération ; internationaliste*, on doit lire : *interventioniste*.

É. C.

BELGIQUE

Libre Belgique. — Différents journaux ont annoncé et commenté l'expulsion de deux camarades français : Bastien et Raymond.

Cette expulsion est faite sans qu'il y ait un seul véritable motif légal.

D'aucuns sont étonnés et s'indignent de voir que personne en Belgique ne proteste contre ces scandaleuses mesures gouvernementales prises d'accord avec le gouvernement de la libre République qui a vu naître ces citoyens.

Nous avons vainement tenté, depuis longtemps, de créer un mouvement d'agitation contre ces actes odieux. Nous avons été même jusqu'aux moyens diplomatiques. Rien n'y a fait, et les *intéressés eux-mêmes se sont parfois montré fort indifférents*.

On expulse, bon an mal an, *cinq à six mille individus* de Belgique, nous disait un très haut fonctionnaire, et cela se fait de par la décision suprême du directeur de la sûreté publique qui est, lui, le tsar en ces affaires.

Il est a noter que toutes ces expulsions se font le plus doucement possible, sans bruit, avec des manières doucereuses. Nous nous souvenons, encore, qu'il y a trois ou quatre années, l'on sonne, un certain jour, au domicile que j'habitais. Deux particuliers, le cigare à la bouche, se trouvent devant la porte et demandent à la propriétaire si un certain X... ne se trouvait pas chez moi. On leur répond que oui, et ils demandèrent qu'on le fit descendre. Le tout, avec des manières et des façons ! Vous auriez dû voir cela ! Bref, ce fût le sourire aux lèvres que l'on entraîne le camarade qui était chez moi. Et depuis, ce qu'on en expulse...

La Belgique n'est pas un lieu certain de refuge pour les camarades. C'est un fait acquis. On n'hésite pas à expulser tout individu *suspect au point de vue des idées*, mais, d'un autre côté, l'on n'a garde de chercher noise aux marlous français et autres qui pactisent avec les représentants de la police belge. Ceci ne sont pas des phrases, ce sont des faits certains.

Si l'on ne possède pas un tuyau certain pour se procurer de la besogne, si l'on ne sait fuir les Maisons du Peuple, les groupes, les demeures de camarades, il vaut mieux ne pas venir en Belgique, car on sera infailliblement reconduit à la frontière. Le mieux est encore de se munir d'un état-civil quelconque et de vivre isolé pendant une ou deux années.

⁂

Les Congrès syndicaux. — Il faut vraiment être peu clairvoyant pour ne pas s'apercevoir des fâcheuses tendances du mouvement syndical en Belgique. Les relieurs, les métallurgistes, les typograghes, les lithographes, etc., ont tenu leur Congrès annuel le jour de la Pentecôte.

Leur ordre du jour dénote à tous les mêmes préoccupations : augmentation de la cotisation, création de secrétaires permanents, création d'une caisse de résistance, création d'une caisse de grève, etc... A part ces questions, rien d'intéressant. L'éducation morale de la classe ouvrière et son sentiment de révolte naîtront tout seuls. L'essentiel, c'est d'avoir de bonnes caisses, et non pas de bons et d'énergiques syndiqués.

ANTHEUNIS.

ÉTATS-UNIS

Dradwood (S. D.). — Fernand Knocoles, rédacteur au *Register*, organe officiel de l'Union de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, vient d'être condamné à 500 dollars d'amende, pour envoi par la poste d'un article trouvé immoral par le directeur des postes ; ayant refusé de payer, il fut incarceré dans la prison de Pennington County.

⁂

Du *Evening Post*, journal bourgeois : « Pour avoir, en public, serré la main à une femme anarchiste, trois ans de prison. Ceci est le cas d'un soldat de quinze ans de service. Ceci ne s'est pas passé en Russie. Ce n'est pas le décret d'un empereur, d'un tsar ou d'une aristocratie en proie à une peur mortelle pour leur existence. C'est un petit incident de notre vie américaine, en pays républicain. Ce soldat est le nommé William Buwalda de la compagnie du corps des « engineer » de l'armée, et son crime a consisté d'être entrédans une réunion anarchiste, en uniforme, et d'avoir serré la main à Emma Goldman, à la conclusion de sa conférence. Le Conseil de guerre lui octroya cinq ans, qui furent réduits à trois ans par le général Funston. Il est certain que la sentence est tout à fait exhorbitante vu l'offense, ou sinon que les officiers voulaient en faire un anarchiste, et c'est ce qui sera probablement, ses trois années terminées. »

⁂

New-York. — Les socialistes américains ont enfin leur quotidien, il est écrit dans *Freiheit* à ce sujet :

« Un des nombreux « besoins longuement ressentis » est enfin exaucé. *The New-York Evening Call* est apparu, le journal social-démocrate quotidien que les Juifs et les allemands de l'est de la ville devront tenir en existence ! »

Les données, l'ensemble du journal indique une ressemblance fatale avec la presse jaune. Que ce soit là la bonne tactique pour extirper des masses, l'instinct de valetaille, il y a fort à en douter.

Le socialisme chrétien prend passablement bien de la place dans les premiers numéros du nouveau journal. Le Christ a déjà dû être reçu dans le parti comme agent électoral, mais maintenant son père devra devenir aussi un social-démocrate parlementaire.

La partie ayant trait à la propagande semble avant tout n'être que l'exercice, la manœuvre pour les élections. Ils ont lancé les amorces, mais quelles amorces !

Il est raconté quelques fables aux ouvriers américains, fables qui leur montrent le bien-être des ouvriers allemands, français et anglais, leur fait croire que ce préteudu bien-être est dû à ce que des députés socialistes siègent aux parlements : 43 au Reichstag, 51 au Palais-Bourbon, 30 au Parlement anglais.

Sur l'heureuse France, il est dit dans l'article de fond : « La semaine dernière nous apportait la nouvelle que le ministère avait déposé un projet de loi, l'impôt sur le revenu. La France se propose de faire porter le fardeau financier aux millionnaires, ce qui est nécessaire pour pouvoir conduire à bonne fin, le grand programme de réformes sociales. »

Ainsi, Clemenceau a trouvé comme admirateur, un rédacteur du *Call* social-démocrate.

Après les numéros d'essai il n'existe aucun espoir que ce que le *Call* sous le nom de socialisme va propager, puisse être autre chose que la croyance aux boîtes à bulletin de vote!

⁂

Paterson (N. J.). — Quelques locataires de Sawrence Str. ont pris l'initiative d'une grève de locataires, mais ce n'est encore que pour une diminution de loyers.

New-York. — Après les révélations sur la famine chez les enfants des écoles, le docteur Frank Warne, de l'University Settlement, 184, Eldrige St. avec une dizaine d'autres membres a ouvert une enquête sur la situation dans les familles et dans l'industrie.

Il reporte que dans un seul district sur 400 fabriques, 150 sont fermées et dans les autres, le nombre des ouvriers employés est considérablement réduit, souvent de plus de la moitié.

Pour l'honneur de l'humanité, écrit-il, il ressort que si l'entr'aide n'avait pas existé entre ces milliers de familles les journaux n'auraient jamais eu assez de place pour relater les suicides et les crimes qui en auraient découlé.

L'aide donnée par toutes les sociétés de bienfaisances n'est absolument rien en comparaison des sacrifices faits par ceux qui souffrent de la crise pour leurs voisins moins fortunés.

Chez les marchands, nous apprenons qu'ils ne vendent plus que ce qui est strictement nécessaire pour le maintient de l'existence et encore en bien petite quantité le payement des crédits est toujours remis et remis.

Malgré les enquêtes faites par les agents des sociétés de secours pour s'assurer si réellement les solliciteurs sont dans le besoin, ces sociétés sont tout à fait impuissantes.

Et voici comment la police traite les sans-travail. Le commissaire de police Smith a arrêté une vingtaine d'ouvriers pour le seul crime de se trouver dans le parc central; dix furent envoyés par le juge Barlow, dans une île pénitentiaire, où ils seront forcés de travailler, ceci sans même y déterminer le temps. C'est donc être condamné aux travaux forcés (à perpétuité) pour s'être trouvé dans un parc, sans travail.

Les dix autres furent remis en liberté, mais avec l'ordre du juge Barlow de ne plus se rendre dans le parc.

Il ne leur reste plus qu'à choisir le suicide, les travaux forcés ou la révolte.

Devront-ils encore subir d'autres épreuves avant d'être des révoltés.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Comté de Butler-Pa. — Les batiments de la Mine royale ont été détruits par une explosion de dynamite, il y a eu 25.000 dollars de dégâts. La compagnie employait des non-unionistes.

Au 1er juillet, la nouvelle loi contre les journaux anarchistes entre en vigueur.

Si cette loi est rigoureusement observée, ce qui pour moi est tout-à-fait impossible, les journaux anarchistes imprimés en Europe devront envoyer la traduction en anglais de leur contenu pour pouvoir continuer à jouir du service postal américain.

C'est absolument idiot.

JULES FONTAINE.

RUSSIE

Sous ce titre : « La mort d'un héros », *Il Pensiero* nous apprend la mort du camarade V. Lebendinzef, connu à Rome sous le pseudonyme de Cirilla. Il fut exécuté en compagnie de 6 autres camarades parmi lesquels 2 femmes, qui montrèrent un grand courage et ne cessèrent d'encourager leurs camarades hommes. Lebendinzef était ce que l'on appelle de nos jours un fils de famille, laquelle il avait abandonnée pour se donner à la propagande de l'idéal anarchiste. Il était venu en Italie pour se reposer un peu d'une longue et fiévreuse agitation mais il ne pouvait rester inactif, et les camarades italiens de la Fédération de Lazio se souviennent encore de sa conférence sur la Révolution sociale.

Mais doué d'une activité extraordinaire, il brûlait de retourner sur le théâtre de la Révolution. C'est comme journaliste italien qu'il se rendit à Pétersbourg. Il faut dire qu'il était parvenu en très peu de temps à posséder la langue italienne. Il fut arrêté à Pétersbourg armé d'une bombe, attendant le gouverneur de cette ville. On avait cru pendant un moment pouvoir le sauver, mais il n'en fut pas ainsi et nous enregistrons avec tristesse la mort d'un brave.

PIERRE BOUREY.

Correspondances et Communications

La Fête annuelle de « La Ruche ». — Le succès qui accueillit, l'an dernier, la première fête annuelle de « La Ruche », me fait un devoir impérieux de donner satisfaction aux nombreux amis qui nous demandent de recommencer cette année.

Pour prendre date auprès de toutes les organisations coopératives, ouvrières ou autres, je retiens le *dimanche 16 août* comme jour de la fête-excursion au Pâtis-Rambouillet.

Le programme de cette journée sera publié ultérieurement ici-même. SÉBASTIEN FAURE.

Quelques camarades ont l'intention de fonder un groupe anarchiste à Clamart, afin d'activer la propagande, de créer une bibliothèque, d'organiser des conférences et causeries.

Les camarades habitant Vanves, Clamart, Malakoff, Châtillon, Issy-les-Moulineaux, et que ce projet pourrait intéresser, sont priés d'écrire au plus tôt à Henry Condiani, 168, rue de Paris, Clamart (Seine).

L'Avenir Social. — Notre nouvelle demeure étant très grande et n'étant pas encore peuplée entièrement, nous avons eu la pensée de prendre quelques jeunes pensionnaires pendant les vacances : août et septembre. Nous pouvons recevoir de 25 à 30 enfants. Qu'on nous écrive *dès maintenant*, pour tous les renseignements qu'on désirera obtenir, à « l'Avenir Social, à Epône (Seine-et Oise), en joignant un timbre pour la réponse. MADELEINE VERNET.

La Cravache étant obligée de suspendre momentanement son tirage, envoyer ce qui la concerne à Alfred Dommange, 23, rue du Mont-d'Arène, à Reims.

For those who read English. — Freedom can be obtained from Kiosk. Boulevard Bonne-Nouvelle, opposite la Menagère and opposite le Matin. 10 c. per number.

Les camarades de Saint-Claude font savoir aux conférenciers qui organisent des tournées que la salle de la Grenette est rouverte pour toute conférence.

AVIS POUR LA TOMBOLA

Prière aux camarades qui nous ont envoyé ces derniers temps des billets remboursables en lithographies de bien vouloir patienter un peu. Nous manquons d'emballages.

CONVOCATIONS

La Semaille, 21, rue Boyer. — Vendredi 10 juillet, Discussion entre camarades.

Vendredi 17 juillet. — Mlle Kuff : L'hygiène de la chaussure (dessins explicatifs).

Mardi 21 juillet. — J. Giraud : Un poéte philosophe. Pensée religieuse et sociale d'Alfred de Vigny.

Vendredi 24 juillet : A. Mousset : La légende de la chevalerie.

Vendred 31 juillet. — Atget : Ruy-Blas, de V. Hugo (auditions).

A. I. A. (Section du 20e). — Les camarades sont invités à assister à la réunion de la section qui aura lieu le 15 juillet à 9 heures, à la Maison du Peuple du XXe, 37, rue des Gâtines.

Art et Science. — Dimanche 12 juillet, visite de l'Atelier du peintre graveur Jacques Villon.

Rendez-vous à 9 h. 3/4 rue Lemaître, 7, à Puteaux (place de la Défense).

Groupe d'action et d'éducation révolutionnaire du 15e. — Vendredi 10 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, à « l'Eglantine Parisienne, 61, rue Blomet, réunion du groupe. Le meeting du 18.

20 arr. (Belleville). — Un dernier appel est fait aux copains qui voudraient coopérer par leur appui pécunier à la création d'un groupe de causeries populaires dans ce quartier.

Comme ces causeries se feront dans un local privé, il y a le premier terme et les frais d'agencement à couvrir.

Envoyer correspondance et fonds au camarade Lejeune, 97, rue de Belleville.

Syndicat des ouvriers sur métaux de la Seine (Section de Saint-Denis). — Conférence publique et contradictoire le samedi 17 juillet 1908, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Avenir social, 17, rue des Ursulines, Saint-Denis, où seront traités les sujets suivants : Les syndicalistes ouvriers au point de vue économique et révolutionnaire, par Marius Blanchard, de l'Union fédérale. La classe ouvrière et le ministère Clemenceau, par R. de Marmande. L'attitude des syndicats devant une déclaration de guerre, par G. Yvetot, secrétaire de la Confédération générale du Travail.

Fédération anarchiste de Seine et Seine-et-Oise. — Réunion générale samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, salle Cappain, 123, rue Vieille-du-Temple.

Les Travailleurs libertaires du 14e. — Vendredi 10 juillet, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison Commune, 111, rue du Château, Causerie par Marceau Rimbault, Socialistes et anarchistes. Entrée libre.

ASNIÈRES. — **Aube Nouvelle**, 128, rue de Châteaudun. — Vendredi 10 juillet, à 8 h. 3/4, Causerie entre camarades.

LYON-CROIX-ROUSSE. — Vendredi 17 juillet, à 8 heures du soir, salle Huit, 29, Grande-Rue, Meeting avec le concours de Moutet, Prel, Frimat, Dumas, Martin.

Ordre du jour : Protestation contre l'entrevue de Fallières et de Nicolas.

Entrée publique et gratuite.

MARSEILLE. — **Les Précurseurs**, 12, quai du Canal, 2e étage. — Samedi 17 juillet, à 9 heures du soir, Conférence par Star : Magnétisme et hypnotisme.

Entrée gratuite.

SAINT-ETIENNE. — **Causeries Libres.** — Samedi 11 juillet, à 8 h. 1/2, Causerie par un camarade sur *la propagande.*

Dorénavant les camarades adresseront tout ce qui concerne le groupe à Paul Salichon, 38, rue Heyron, Saint-Etienne.

Petite Correspondance

Simond, GIVORS. — Envoie billets, ne sais pas ce qui t'es dû.

Bebuffat, MARSEILLE. — J'envoie le lot.

Defreville, NEW-YORK. — Je délivrerai le lot.

Werner, NANCY. — Vendez-les ce que vous pourrez.

Corcelle, SAINT-JUNIEN. — *Guerre et Militarisme* expédié. Litho partira sous peu. Manque d'emballage.

Roure, à BULLY. — Patientez pour chansonnier. En manquons en ce moment.

Noël, DEMEURE. — J'enverrai lithos sous peu.

Reçu pour le Journal : Saulnier, 0 fr. 50.

T., au Gua. — G., à Reims. — D., Newark. — D., Fréjus. — R., Marseille. — D., Verviers. — L., Liège. — F., Bocca. — R., Limoges. — R., Puget-s.-Argens. — B., Château-d'Olonne. — M., Toursle. — J., Mechamerville. — B., Emton. — P., Morena. — B., Besançon.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE *La Libératrice* (Ass. ouv.)
83, rue de la Santé, Paris.
L'Administrateur-Délégué : L. VERRIER.